



## Un argument en faveur de l'interopérabilité *au-delà des* opérations fiscales numériques

Est-ce que les ministères des finances ont un rôle à jouer dans le DPI ?

Beatriz Vasconcellos, UCL

## Instructions

Go to

[www.menti.com](https://www.menti.com)

Enter the code

1915 7367



Or use QR code





---

**Comment commencer à connecter les données financières entre les ministères...**

**...pour articuler ce qui se passe dans les opérations fiscales?**

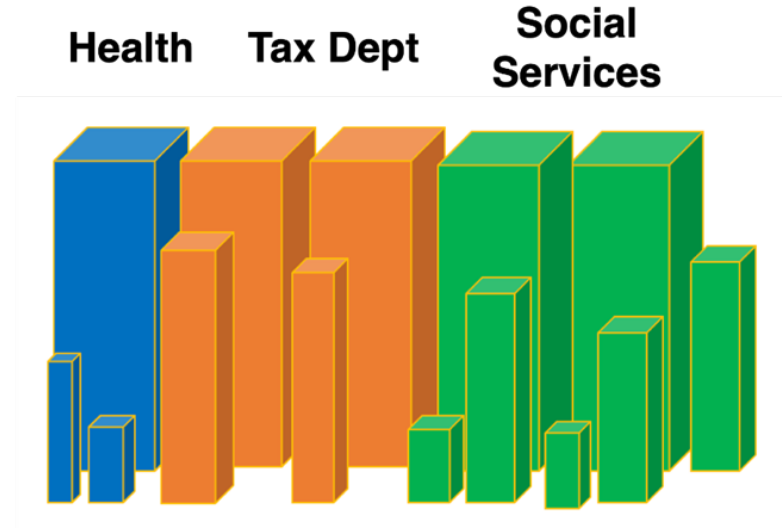
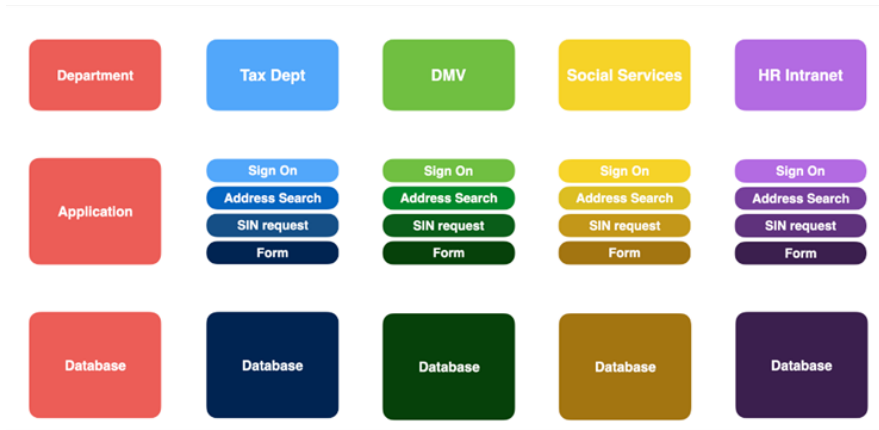


# Il ne s'agit pas d'un problème propre au ministère des finances. Chaque département et agence numérise en silo





# Nous créons des monolithes numériques



## Instructions

Go to

[www.menti.com](https://www.menti.com)

Enter the code

1915 7367



Or use QR code



# Transferts d'argent dans le cadre de COVID



Aux États-Unis, seuls **23 à 34 %** des **800 milliards de dollars** du programme de protection des salaires visant à sauver des emplois sont allés à la population cible. pour sauver des emplois sont allés à la population cible.



Dans 85 pays en développement, ceux qui avaient mis en place des éléments de DPI (bases de données numériques et partage de données fiables) ont touché **trois fois plus de bénéficiaires** avec la réponse COVID.

De nouvelles données montrent que les pays qui ont utilisé l'identification numérique et les bases de données numériques pour la mise en œuvre de ces programmes ont pu **couvrir 39 % de bénéficiaires en plus** que ceux qui ne l'ont pas fait ou qui n'ont pas été en mesure de le faire.



# Réduire les intermédiaires humains et la corruption



Réduction de 40 % des intermédiaires humains associés à l'échange de données.



Les cartes à puce dans l'Andhra Pradesh et l'ABBA/la réconciliation dans le Jharkhand **ont réduit les fuites**. Mais dans le premier cas, les avantages de la réduction des fuites ont été transmis aux bénéficiaires en termes d'augmentation de l'argent reçu (déplacé des intermédiaires corrompus), alors que le gouvernement n'a pas réalisé d'économies.

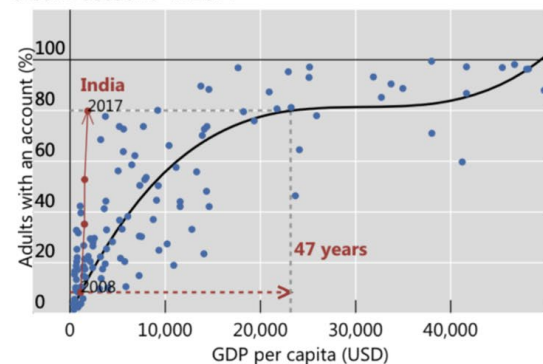


# Augmentation de la pénétration des comptes bancaires

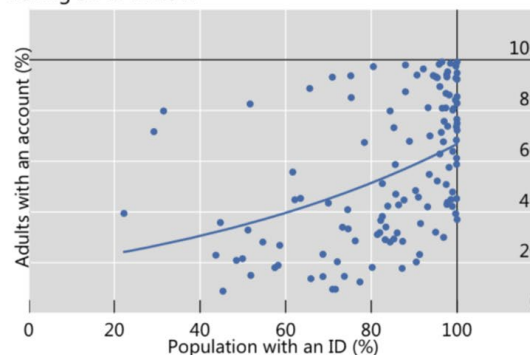
Leapfrogging traditional development processes

Graph 1

Positive relation between GDP per capita and adults with a bank account<sup>1</sup> in 2011



Positive relation between having a bank account<sup>1</sup> and having an ID in 2017<sup>2</sup>



<sup>1</sup> Bank account held by people aged 15 and older. Data on adults with an account in 2008 were not available, therefore the graph assumes India to be on the fitted line. GDP per capita restricted to \$50,000 to remove outliers and expressed in 2011 USD values. <sup>2</sup> Due to data constraints, data in the right-hand panel are displayed for 2017 instead of 2011.

Sources: A Demirgüç-Kunt, L Klapper, D Singer, S Ansar and J Hess, "The Global Findex Database 2017: measuring financial inclusion and the fintech revolution", World Bank Group, 2018; IMF, *World Economic Outlook*, October 2019; World Bank Group, *Global Findex Database*; World Bank Group, *Identification For Development (ID4D) Global Dataset*.



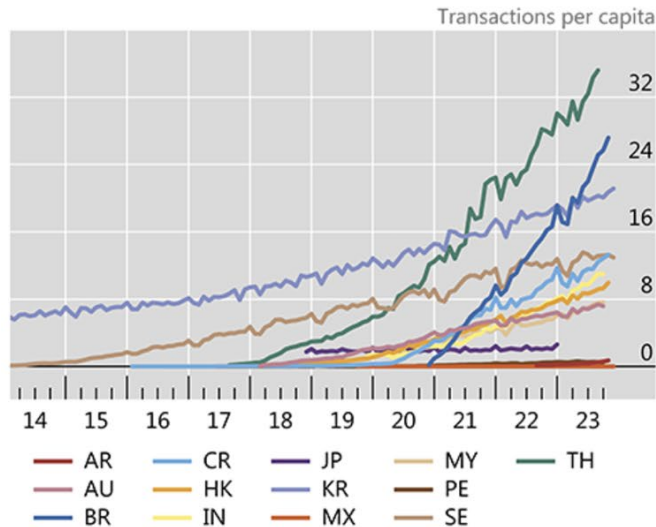
Un rapport de 2019 de la Banque des règlements internationaux a révélé que l'identification Aadhaar de l'Inde, combinée à des capacités e-KYC et à une politique d'inclusion financière, a permis d'augmenter le nombre de comptes bancaires en neuf ans, alors qu'il aurait fallu 47 ans dans le cadre d'une trajectoire de développement classique.

# Circulation des espèces

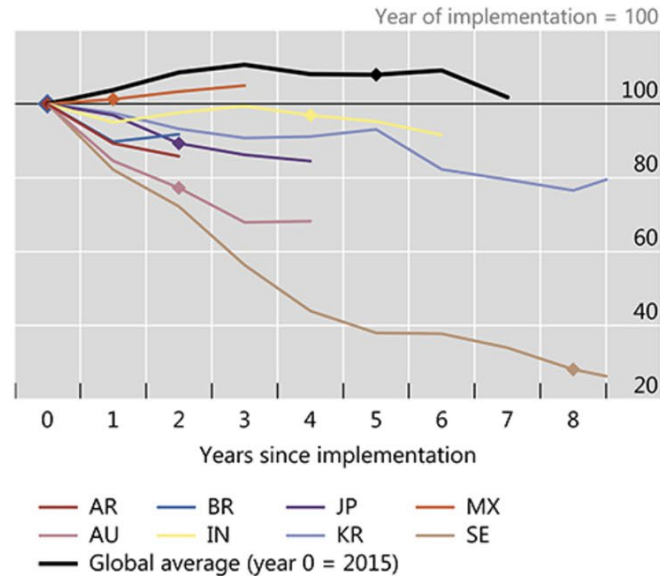
Fast payments are rising rapidly, while cash in circulation is falling

Graph 1

A. The volume of fast payment transactions has grown rapidly<sup>1</sup>

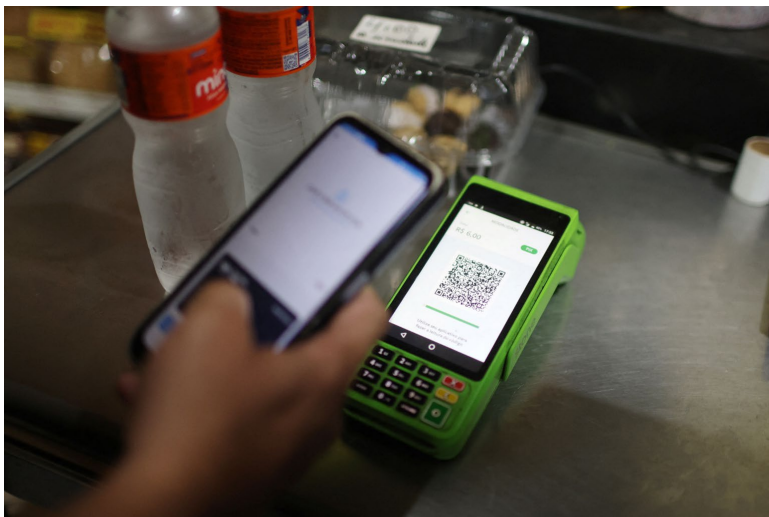


B. Cash in circulation has declined in many jurisdictions<sup>2</sup>





## Des économies grâce à des paiements rapides

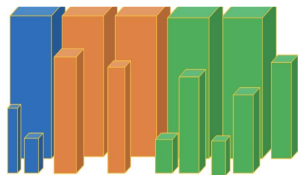


Dans le commerce de détail, les **transactions en espèces en personne ont chuté de 26 %** entre 2018 et 2023, le PIX gagnant en traction dans tous les secteurs.

L'adoption généralisée des paiements en temps réel a permis aux entreprises et aux consommateurs de réaliser des économies estimées à **5,7 milliards de dollars** en 2021, ce qui a contribué à générer une production économique supplémentaire de 5,5 milliards de dollars (0,34 % du PIB du pays).

# Une approche différente de la transformation numérique est en train d'émerger... Les Stacks souveraines

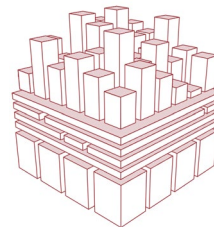
## Numérisation traditionnelle



- Interopérabilité verticale
- Modernisation et efficacité dans chaque service
- L'État en tant que solutionneur de problèmes
- Moteur : efficacité opérationnelle et services publics



## Stack souveraine



- Interopérabilité verticale et horizontale (compatible avec le DPI)
- Écosystème d'acteurs, effets d'entraînement et de formation du marché
- L'État en tant que solutionneur de problèmes et facilitateur d'un écosystème plus large
- Moteur : développement économique inclusif, contraintes fiscales, réduction de l'extraction de rentes et souveraineté

# Les infrastructures publiques numériques sont des outils essentiels pour les piles souveraines, en tant que "moyens partagés pour atteindre de nombreux objectifs"

## Data Exchange



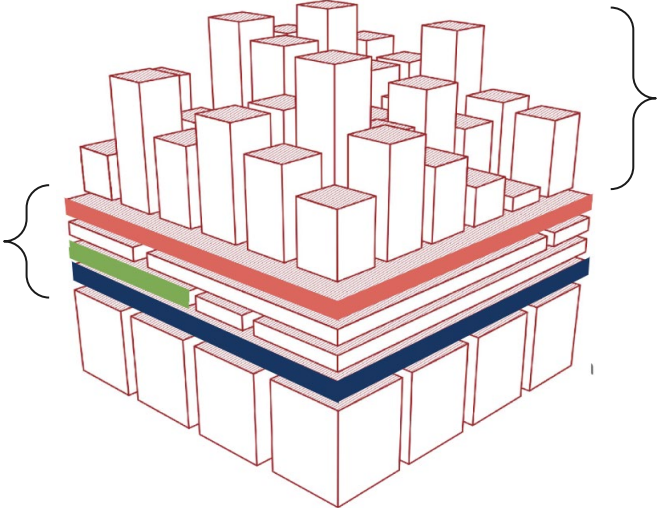
## Authentication



## Paievements



Les moyens partagés...



...à de nombreuses fins

---

**Les composantes horizontales du DPI,  
telles que les infrastructures, peuvent  
amplifier les effets économiques**

# Les propriétés économiques du DPI sont associées à un potentiel de valeur économique amplifiée

## Trois propriétés économiques du DPI

1

La **normalisation** peut réduire les coûts de transaction, générer des gains d'efficacité et contribuer à réduire les asymétries d'information.

2

L'**interopérabilité** au-delà des applications immédiates peut générer des retombées;

3

Le **potentiel élevé de réutilisation** dû à un coût marginal relativement faible peut permettre l'innovation combinatoire et façonner les marchés.

### Types d'effets

### Exemples d'effets

#### Direct



**Efficacité statique et la consommation**

- Impacts fiscaux (économies, collecte d'impôts, fuites, etc.)
- Intermédiaires humains
- Charge administrative

#### Dynamique



**Retombées et les externalités**

- Impacts fiscaux non linéaires liés à l'interopérabilité
- Économies non linéaires liées à la mise en place de nouvelles solutions
- Effets potentiels sur la formalisation, les niveaux de corruption, etc.

#### Façonner le marché



**Effets transformateurs à l'échelle de l'écosystème**

- Effets sur la concurrence
- Effets sur la création/le démantèlement du marché
- Changements dans la capacité à répondre aux crises



---

**Le DPI n'est pas et ne sera pas une panacée**

**Des garanties sont nécessaires**

**Davantage de preuves et d'études comparatives sont nécessaires**



## Principaux enseignements

- Les systèmes numériques fragmentés et leurs coûts ne sont pas seulement le problème du ministère des finances
- Le renforcement de l'interopérabilité *au-delà des opérations fiscales* peut avoir des retombées et des effets plus larges sur l'économie qu'une approche traditionnelle de la numérisation
- Les effets de débordement et de modelage du marché peuvent aller dans des directions indésirables - nous devons assurer une bonne gouvernance, des sauvegardes et des conditions préalables



---

**Les ministères des finances, grâce à leurs pouvoirs budgétaires, peuvent façonner la capacité du gouvernement et amplifier les effets économiques à l'échelle de la société.**

**Il y a là une grande opportunité et *un besoin* de protagonisme de la part du MdF.**

# Merci



David Eaves



Diane Coyle



Sumedha Deshmukh

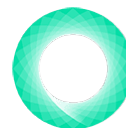


Beatriz Vasconcellos



Navneet Kumar

BILL & MELINDA  
GATES *foundation*



**Bennett Institute  
for Public Policy**  
Cambridge

Institute for  
Innovation and  
Public Purpose



---

**Nous comprenons qu'il existe un certain nombre de contraintes**

# Contraintes opérationnelles

- **Coûts initiaux et réglementaires élevés** : Les initiatives de DPI nécessitent un investissement initial important, des coûts de mise en conformité réglementaire et des investissements en matière de cybersécurité, ce qui décourage une adoption rapide.
- **Obstacles législatifs** : Les lois peuvent ne pas s'adapter à la transformation numérique, ce qui crée des lacunes en matière de soutien et de sécurité pour le DPI.
- **Coûts de transition des systèmes existants** : Coûts importants liés à la mise à jour ou au remplacement des systèmes existants sans retour sur investissement clair.
- **Lacunes en matière de compétences et d'expertise** : Disponibilité limitée d'experts techniques.
- **Variation de la maturité numérique** : Les différents niveaux de maturité numérique des entités gouvernementales compliquent l'adoption d'un DPI unifié.
- **Manque de clarté en ce qui concerne la responsabilité des services partagés** : Incertitude quant à la responsabilité des services partagés du DPI, ce qui affecte la qualité et la continuité des services.
- **Risque de cyberattaque ponctuelle** : les systèmes DPI sont sensibles aux cybermenaces, et l'on s'inquiète des risques potentiels d'une défaillance ponctuelle qui pourrait compromettre un grand nombre de données et de services.
- **Importance de la réingénierie des processus d'entreprise (BPR) dans le cadre de la numérisation** : Pour que l'IAP soit

# Contraintes relationnelles

- **Résistance politique à l'adoption de l'IAP** : De nombreux organismes perçoivent l'IAP comme une menace pour leurs activités existantes.
- **Guerres intestines et problèmes de propriété** : Manque de clarté quant à la direction du DPI au sein du gouvernement, ce qui entraîne une fragmentation.
- **Des incitations et une responsabilisation inadéquates** : Les structures actuelles peuvent décourager la responsabilisation, avec des conséquences négatives telles que l'embauche de consultants inefficaces sans répercussions.
- **Disparité de capacité entre les agences** : Les niveaux de maturité numérique varient d'un ministère à l'autre, ce qui entraîne un manque de synchronisation et de capacité.
- **Défis interservices** : Le manque de coordination interdépartementale constitue un obstacle important à l'efficacité du DPI.
- **Structures fédérales et décentralisation** : Les systèmes fédéraux où les budgets sont contrôlés par des agences distinctes compliquent la mise en œuvre centralisée de l'IAP.
- **Confiance et préoccupations en matière de confidentialité des données** : Réticence à partager des données entre agences en raison de préoccupations liées à la protection de la vie privée, de la méfiance et de l'absence d'une politique unifiée d'utilisation des données.
- **Facteurs liés à l'économie politique** : La nature sensible de certains efforts de DPI, tels que l'échan des effectifs et le contrôle des allocations budgétaires, pose des défis importants.

Dites-nous ce que nous avons oublié



# Nous allons maintenant vivre deux moments

**30 min** : Comprendre la proposition de valeur et la manière dont la technologie est financée

**30 min** : Exploration des rôles potentiels de Mof



---

# Partie 1 : Proposition de valeur et financement des technologies

## Instructions

Go to

[www.menti.com](https://www.menti.com)

Enter the code

1915 7367



Or use QR code



## Il est temps de discuter !

1

Quelle doit être la taille de l'impact économique pour que le ministère des finances se préoccupe d'une approche fondée sur les ressources numériques partagées ?

(ex : 1% de réduction des coûts administratifs du gouvernement, 0,5% d'augmentation du PIB?)

2

Si vous deviez financer le DPI par des dépenses publiques, à quel poste budgétaire appartiendrait-il? Qui est responsable de cette ligne budgétaire?

---

## Partie 2 : Explorer les rôles potentiels du ministère des finances

# Il est temps de discuter !

20  
Min

1

Existe-t-il un autre domaine dans lequel le ministère des finances réalise des économies dans l'ensemble des ministères ? Quels sont les instruments utilisés ?

2

Quels rôles le ministère des finances peut-il jouer dans le pilotage de l'IAP ? (Nous avons énuméré trois rôles potentiels ci-dessous à titre d'inspiration)

### 3 rôles potentiels

- Création d'un comité pour les dépenses numériques doté d'un droit de veto spécial pour bloquer la mise en œuvre de services/systèmes informatiques faisant double emploi
- Définir des normes (et/ou des protocoles) pour le partage des données (au-delà des données financières)
- Promotion des investissements dans les initiatives de DPI

3

Quels autres mécanismes, pouvoirs spéciaux ou rôles le ministère des finances pourrait-il créer/utiliser pour orienter l'adoption du DPI? Qui pourrait être le champion?

---

# Réflexions finales

# Merci



David Eaves



Diane Coyle



Sumedha Deshmukh

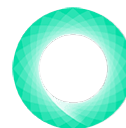


Beatriz Vasconcellos



Navneet Kumar

BILL & MELINDA  
GATES *foundation*

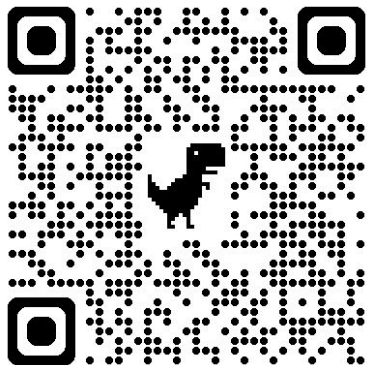


**Bennett Institute  
for Public Policy**  
Cambridge

Institute for  
Innovation and  
Public Purpose



# Contacter notre équipe



N'hésitez pas à nous contacter si vous souhaitez en savoir plus ou contribuer au projet

Beatriz Vasconcellos - [b.vasconcellos@ucl.ac.uk](mailto:b.vasconcellos@ucl.ac.uk)

David Eaves - [d.eaves@ucl.ac.uk](mailto:d.eaves@ucl.ac.uk)





RÉPONDEZ AU  
QUIZ INTERACTIF



LISEZ NOTRE  
DOCUMENT POUR  
DISCUSSION (*en anglais*)



CONTACTEZ  
NOTRE ÉQUIPE



## Questions du quiz

Sur une échelle de 1 à 5, dans quelle mesure êtes-vous d'accord avec la phrase suivante : Je pense que les ministères des finances devraient jouer un rôle plus proactif dans le pilotage de l'adoption du DPI (échelle : pas du tout d'accord - tout à fait d'accord).

Q1 - Pendant le COVID, quel pourcentage de l'argent liquide que vous avez envoyé à vos citoyens a, selon vous, atteint les bénéficiaires cibles ? (échelle 0-100%)

Q2 - Quel impact pensez-vous qu'une réduction des frictions dans la vérification de l'identité pourrait avoir sur l'accès aux banques ? (échelle : pas d'impact du tout - impact énorme)

Q3 - Dans votre pays, combien d'années estimez-vous nécessaires pour atteindre un taux de pénétration bancaire de 80 % ? (échelle 1 an ou moins - 5 ans ou plus)

Q4 - Quel est le pourcentage de transactions effectuées en espèces dans votre pays ? (échelle 0-100%)

Q5 - Si vous pouviez éliminer tous les protocoles d'accord et les logiciels sur mesure pour l'échange de données au sein de votre administration, de quel pourcentage réduiriez-vous vos effectifs ? (échelle 0-100%)

Sur une échelle de 1 à 5, 5 étant tout à fait d'accord et 1 tout à fait en désaccord, veuillez évaluer les questions ci-dessous :

- Mon ministère ne pense pas à la technologie
- Je dispose d'un contrôle des dépenses spécifiques à la technologie dans tous les ministères.
- Je pense que la mise en œuvre et l'adoption de l'IAP peuvent créer une valeur économique significative pour mon pays.

Selon vous, quels sont les trois impacts économiques potentiels de l'IAP les plus pertinents pour votre pays ?

- Réduction des effectifs
- Réduction de la charge administrative pour les citoyens
- Réduction des dépenses liées aux systèmes informatiques
- Réduction des fuites dans les programmes sociaux
- Réduction des fuites dans les programmes sociaux
- Améliorer l'efficacité de la collecte des impôts
- Réduction des niveaux de corruption
- Augmentation potentielle de l'inclusion financière
- Amélioration de la capacité à répondre aux crises
- Création potentielle de nouvelles industries
- Effets potentiels sur la concurrence